

**Assemblée générale**

Distr. générale
30 novembre 2007
Français
Original : anglais

Soixante-deuxième session

Point 148 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies**en Éthiopie et en Érythrée****Rapport sur l'exécution du budget
de la Mission des Nations Unies en Éthiopie
et en Érythrée pour l'exercice allant
du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Exécution du mandat	3
III. Exécution du budget	20
A. Ressources financières	20
B. Évolution des dépenses mensuelles	21
C. Autres recettes et ajustements	21
D. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique	22
IV. Analyse des écarts	22
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	26



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (civile opérationnelle, militaire et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	63 102,3	62 390,2	712,1	1,1
Personnel civil	25 608,2	23 560,9	2 047,3	8,0
Dépenses opérationnelles	48 674,6	40 667,3	8 007,3	16,5
Montant brut	137 385,1	126 618,4	10 766,7	7,8
Recettes provenant des contributions du personnel	2 751,0	2 718,1	32,9	1,2
Montant net	134 634,1	123 900,3	10 733,8	8,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	137 385,1	126 618,4	10 766,7	7,8

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	230	216	6,1
Contingents	2 070	1 925	7,0
Personnel recruté sur le plan international	205	146	29,0
Personnel recruté sur le plan national	248	200	19,6
Volontaires des Nations Unies	68	59	13,8
Personnel temporaire ^c			
Personnel recruté sur le plan international	5	–	100,0
Personnel recruté sur le plan national	2	–	100,0

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

^c Financés au titre du personnel (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget initial de fonctionnement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE), pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007, s'élevait à un montant brut de 175 266 900 dollars (montant net : 171 703 200 dollars) (voir A/60/636 et Corr.1). Sur la base d'une recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir A/60/790), l'Assemblée générale a décidé, dans sa résolution 60/272, d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 174 679 200 dollars (montant net : 171 115 500 dollars) pour financer les dépenses de la Mission pendant la même période.

2. Par la suite, afin d'exécuter la reconfiguration de la composante militaire de la MINUEE, telle qu'autorisée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1681 (2006), le Secrétaire général a soumis, au titre de l'exercice 2006/07, un budget révisé pour la MINUEE (A/61/521 et Corr.1) s'élevant à un montant brut de 145 516 400 dollars (montant net : 142 765 400 dollars). Il prévoyait des effectifs comprenant 230 observateurs militaires, 2 070 membres de contingents, 205 fonctionnaires internationaux, 248 agents recrutés sur le plan national et 68 Volontaires des Nations Unies, ainsi que 5 agents recrutés sur le plan international et 2 sur le plan national, au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions), pour l'Équipe Déontologie et discipline.

3. Sur la base d'une recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir A/61/575), l'Assemblée générale, par sa résolution 61/248 A, a ramené le crédit d'un montant brut de 174 679 200 dollars qu'elle avait ouvert par sa résolution 60/272 à un montant brut de 137 385 100 dollars (montant net : 134 634 100 dollars). Le montant total a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MINUEE dans ses résolutions 1312 (2000) et 1320 (2000), l'a modifié par sa résolution 1430 (2002), puis l'a prorogé par des résolutions ultérieures. Le mandat couvrant l'exercice budgétaire considéré a été défini dans les résolutions 1681 (2006), 1710 (2006) et 1741 (2007) du Conseil.

5. Par sa résolution 1681 (2006), le Conseil a autorisé la reconfiguration de la composante militaire de la MINUEE et approuvé le déploiement, dans le cadre de cette dernière, d'un maximum de 2 300 hommes, dont un maximum de 230 observateurs militaires. Par la suite, dans sa résolution 1741 (2007), le Conseil a ramené la reconfiguration de la composante militaire à 1 700 militaires, dont 230 observateurs militaires.

6. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de parvenir à un règlement pacifique du différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

7. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (civile opérationnelle, militaire et appui).

8. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2006/07, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : composante civile opérationnelle

Réalisation escomptée 1.1 : règlement pacifique du différend frontalier entre l'Éthiopie et l'Érythrée		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
1.1.1 Poursuite du dialogue avec chacune des parties au conflit, dans le cadre de réunions ou de consultations régulières avec le chef de la Mission 50 réunions prévues pour 2006/07 (53 en 2004/05; 64 en 2005/06)	Dialogue maintenu dans le cadre de 32 réunions/ consultations	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 50 réunions et consultations entre les responsables gouvernementaux des deux parties et le chef de la Mission	32	Réunions organisées Chiffre inférieur aux prévisions en raison du manque de disponibilité des responsables gouvernementaux des deux parties
90 réunions politiques et séances d'information avec des parties extérieures intéressées par le processus de paix, notamment des représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, des Amis de la MINUEE, de la communauté diplomatique dans les deux pays, de l'Union européenne et de l'Union africaine et des délégations en mission	61	Réunions politiques et séances d'information Chiffre inférieur aux prévisions en raison d'un ralentissement du processus de paix qui a limité les interactions avec les parties prenantes extérieures
10 missions sur le terrain effectuées par le chef de la Mission et les hauts responsables auprès des responsables communautaires dans la zone temporaire de sécurité et dans les zones adjacentes	10	Missions sur le terrain
4 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	4	Rapports

Séances d'information mensuelles plutôt qu'hebdomadaires à l'intention de la presse, complétées par des séances d'information spéciales	Oui	En raison du ralentissement du processus de paix, une seule séance d'information, tenue en octobre 2006 Diffusion de 12 notes d'information à l'intention de la presse, concernant la période allant de juillet 2006 à février 2007 Interaction constante avec les médias locaux et internationaux par l'intermédiaire du site Web et des publications de la Mission, de la radio de la MINUEE, de la promotion de messages des Nations Unies concernant des journées et des manifestations spéciales de l'Organisation, avec, notamment, l'insertion d'articles dans la presse écrite locale
Production et diffusion d'émissions de radio et de programmes vidéo consacrés aux activités de la Mission (maintien de la paix, activités humanitaires, défense des droits de l'homme, ou encore progrès réalisés sur la voie de la délimitation de la frontière) : 52 émissions hebdomadaires d'une heure diffusées sur ondes courtes radio en sept langues vers l'Éthiopie et l'Érythrée et diffusion en modulation de fréquence sur Radio Eritrea; 7 campagnes de publicité directe pour promouvoir l'émission de radio; 12 vidéos d'une durée comprise entre 5 et 7 minutes	52 7 13	Programmes d'une heure diffusés chaque semaine, en sept langues, en Éthiopie et en Érythrée Campagnes de publicité à la radio Productions vidéo de durée variable (3 à 15 minutes) En outre : le Groupe de la radio de la MINUEE a organisé 4 discussions de groupe (3 en Éthiopie et 1 en Érythrée) et un concours radiophonique dans ses émissions hebdomadaires, pour attirer davantage d'auditeurs; les 3 gagnants du concours ont reçu des prix lors de la célébration de la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies, qui s'est déroulée à Asmara le 29 mai 2007.
Publications imprimées : 6 numéros de 24 pages du magazine <i>UNMEE News</i> , publié tous les deux mois, et 6 éditions spéciales (de 4 à 6 pages), toutes en anglais, en amharique et en tigrigna, consacrées à diverses activités thématiques de la Mission; production et distribution de 15 000 calendriers de la MINUEE dans l'ensemble de la zone de la Mission	5 12 000	2 numéros du magazine <i>UNMEE News</i> et 3 éditions spéciales (Journée internationale de la paix, septembre 2006; Journée internationale de la femme, mars 2007; Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies, 2007) Calendriers de la MINUEE imprimés et distribués; ce nombre a permis de répondre aux besoins de la Mission.
Gestion de 3 centres d'information en Éthiopie, à l'intention de 40 000 visiteurs	38 723	Visiteurs : Mekelle, 18 730; Addis-Abeba, 7 279; les centres d'information ont accueilli moins de visiteurs que prévu en raison d'un manque de personnel intervenu dans le dernier quart de l'exercice 2006/07.

Réalisation escomptée 1.2 : instauration de conditions de vie sûres dans la zone temporaire de sécurité et les zones adjacentes		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
1.2.1 Augmentation du nombre de personnes déplacées en Éthiopie et en Érythrée ayant regagné leurs foyers : 1 358 en 2004/05, 20 576 en 2005/06 et 22 000 en 2006/07	Retour dans leurs foyers de 3 400 ménages, soit 19 000 personnes	
1.2.2 Augmentation du nombre de personnes directement touchées par le transfert de territoires, qui se sont réinstallées : 0 en 2004/05, 0 en 2005/06 et 40 000 en 2006/07	La délimitation de la frontière n'a pas commencé, les deux parties ne s'entendant pas sur l'application de la décision de la Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie.	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Supervision du retour et de la réinstallation de 113 000 déplacés dans les deux pays	40 934	Supervision des déplacés érythréens moyennant des visites dans les camps et les zones de réinstallation; entretiens avec les autorités locales et les partenaires internationaux
25 déplacements pour l'établissement des faits et la surveillance dans la zone temporaire de sécurité	43	Déplacements pour l'établissement des faits et la surveillance dans la zone temporaire de sécurité Chiffre supérieur aux prévisions en raison d'une fréquence accrue des déplacements sur le terrain due à la réduction du personnel des contingents qui fournissaient souvent des informations de première main sur les cas de violation des droits de l'homme et les incidents
Participation à 8 réunions de concertation des équipes de pays des Nations Unies en Érythrée et en Éthiopie et aux réunions annuelles communes qu'elles consacrent à leurs activités humanitaires	7	Des réunions de coordination des équipes de pays se sont tenues en Éthiopie; il n'y a pas eu de réunions communes en Érythrée en raison des restrictions imposées aux mouvements du personnel des Nations Unies.
Fourniture d'un appui logistique et technique (préparation de visites, réunions d'information et partage de données) aux équipes de pays des Nations Unies	Non	La Mission n'a pas pu fournir un appui logistique à l'équipe de pays des Nations Unies en raison des restrictions imposées sur les vols; informations fournies à l'équipe de pays sur la situation des droits de l'homme lorsque des missions d'évaluation humanitaires sont organisées par l'équipe

Coordination régulière des activités de la Mission dans la zone temporaire de sécurité et les zones adjacentes avec les activités humanitaires et les programmes de reconstruction d'organismes des Nations Unies tels que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et d'autres organisations travaillant dans ces zones	4	Réunions avec des représentants du Programme alimentaire mondial (PAM), du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et d'organisations non gouvernementales qui assurent la prestation de services d'alimentation, d'hébergement, d'éducation, de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans le camp de Shimelba, qui accueille des réfugiés érythréens en Éthiopie; il n'a pas été possible de tenir d'autres réunions en raison des restrictions imposées aux mouvements du personnel des Nations Unies.
Mise en œuvre de 10 projets à impact rapide en matière de santé, d'éducation et d'approvisionnement en eau dans la zone temporaire de sécurité et dans les zones adjacentes, avec des visites fréquentes sur le terrain en vue de déterminer les progrès réalisés et de veiller à l'exécution des projets dans les délais voulus	Non	Suspension des projets à effet rapide en raison des restrictions imposées au recrutement des ressortissants de certains pays et de la pénurie de personnel qui en résulte
15 missions communes de suivi de la situation humanitaire en Érythrée et en Éthiopie avec les autorités gouvernementales, les équipes de pays des Nations Unies et les donateurs	Non	En raison des restrictions à la liberté de mouvement dans la zone temporaire de sécurité Réunions tenues avec les équipes de pays pour planifier les missions communes d'évaluation de la situation humanitaire lorsque celles-ci sont réalisables
Organisation d'activités communes de sensibilisation au VIH/sida (ateliers, participation à des activités de sensibilisation, cérémonies de la Journée du VIH/sida) avec d'autres organismes des Nations Unies [ONUSIDA, UNICEF, Organisation mondiale de la santé (OMS)], les forces armées des pays hôtes et la population locale	Oui	12 réunions des formateurs des Nations Unies en VIH/sida 12 réunions de l'équipe commune des Nations Unies pour la lutte contre le VIH/sida 3 manifestations commémoratives communes associant la MINUEE et l'équipe de pays 4 ateliers communs associant la MINUEE et la population locale

Réalisation escomptée 1.3 : progrès vers la réalisation des objectifs concernant les droits de l'homme consignés dans les Accords d'Alger		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
1.3.1 Réduction du nombre de cas signalés d'enlèvement, de détention, de « disparition » par-delà la frontière et d'autres violations des droits de l'homme, qui sera ramené à 50 en 2006/07 (contre 100 cas en 2004/05 et 65 en 2005/06)	47 cas signalés	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Enquête sur 90 incidents transfrontières, y compris des enlèvements, des détentions et des disparitions et d'autres violations des droits de l'homme	47	Enquêtes La diminution du nombre d'enquêtes s'explique par la fermeture provisoire du sous-secteur est, qui est intervenue à la suite du déploiement en dehors de l'Érythrée de membres du personnel de la MINUEE ayant la nationalité de certains pays, et par la réduction des effectifs du Bureau des droits de l'homme.
75 réunions de coordination et de concertation avec les autorités locales des deux pays et des groupes de la société civile en Éthiopie concernant les politiques à appliquer en matière de droits de l'homme	132	Réunions Il a fallu tenir des réunions supplémentaires en raison de l'intensification des activités de surveillance qui a fait suite à la réduction des effectifs militaires et au retrait de contingents de plusieurs zones frontalières d'importance cruciale.
85 visites dans les camps de déplacés, de réfugiés et de rapatriés et dans d'autres camps de transit	22	Visites Le Bureau des droits de l'homme n'a pas pu se rendre dans certains camps de déplacés en raison des restrictions de circulation imposées au personnel de la MINUEE; des visites de surveillance du respect des droits de l'homme ont été organisées en Éthiopie dans des centres de rétention provisoire et des camps de réfugiés abritant des demandeurs d'asile et des réfugiés érythréens.
Organisation de 200 entrevues dans le cadre de six rapatriements de ressortissants d'Éthiopie et d'Érythrée (750 civils d'origine	175	Entrevues menées au cours de six opérations de rapatriement

éthiopienne rapatriés depuis l'Érythrée et 200 civils d'origine érythréenne rapatriés depuis l'Éthiopie) afin de recueillir des renseignements sur la situation en matière de droits de l'homme dans les pays de départ		2 242 civils éthiopiens ont été rapatriés depuis l'Érythrée et 121 civils érythréens ont été rapatriés depuis l'Éthiopie, sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge. Le nombre d'entrevues a été revu à la baisse en raison de la diminution des effectifs de la Mission.
Participation à 30 réunions des groupes de travail mixtes MINUEE/équipe de pays des Nations Unies sur les droits de l'homme en Éthiopie et en Érythrée aux fins de l'échange d'informations sur les activités, stratégies et programmes relatifs aux droits de l'homme et de la coordination de ces initiatives, et présidence de certaines de ces réunions	31	Réunions (27 réunions en Éthiopie et 4 réunions en Érythrée organisées par le Forum des partenaires de développement de l'Érythrée, 9 réunions présidées par la MINUEE)
Conseils techniques aux équipes de pays des Nations Unies sur l'intégration de la dimension des droits de l'homme dans leurs programmes respectifs	Oui	Conseils techniques aux équipes de pays sur les questions concernant l'égalité entre les sexes, les droits des enfants, les personnes déplacées et l'intégration des questions relatives aux droits de l'homme dans toutes les activités; rapports mensuels et rapports ponctuels sur ces questions; lignes directrices concernant la communication d'informations relatives aux droits de l'homme; participation aux réunions trimestrielles organisées à l'intention des donateurs à Addis-Abeba, aux côtés des équipes de pays et des diplomates; établissement de contributions sur les questions relatives aux droits de l'homme dans le cadre de rapports thématiques
Organisation ou tenue de 25 conférences, ateliers ou séances d'information sur les droits de l'homme destinés à des fonctionnaires des forces de l'ordre, de la justice et de l'administration pénitentiaire et éventuellement d'autres institutions gouvernementales, ainsi qu'à des associations de femmes et de jeunes, des organisations de la société civile et des universités, dans les deux pays	27	Réunions consacrées aux droits de l'homme : 12 conférences, 1 séance de formation à l'intention de membres du personnel de l'administration pénitentiaire, 1 séance de formation destinées à des associations de femmes, 11 séances de sensibilisation (5 destinées à des élèves et 6 à des associations de femmes) Le nombre de séances a été revu à la hausse grâce à des fonds supplémentaires débloqués par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en vue

		de la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités, dont l'appui à 3 manifestations spéciales (Journée des droits de l'homme, Journée internationale de la femme et Journée de la paix) et à des ateliers d'information sur les droits de l'homme à l'intention du personnel chargé de l'application des lois, des organes judiciaires, d'organisations non gouvernementales et d'associations de femmes et de jeunes.
Organisation de 6 missions d'évaluation des besoins en matière de droits de l'homme dans les deux pays dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de coopération technique	3	Missions d'évaluation des besoins Le nombre de missions a été moins élevé que prévu en raison de la position de l'une des parties concernant le mandat de la Mission en matière de droits de l'homme.
Conseils techniques aux autorités locales des deux pays, y compris des policiers et des membres du personnel de l'administration pénitentiaire, sur les supports de formation consacrés aux droits de l'homme	5	Réunions techniques avec les responsables de la police à Addis-Abeba dans le cadre d'activités de renforcement global des capacités organisées à la suite des missions d'évaluation des besoins de coopération technique en Éthiopie
Tenue de 4 activités annuelles de promotion des droits de l'homme, à savoir la Journée internationale des droits de l'homme, la Journée de la paix des Nations Unies, la Journée internationale de la femme et la Journée des Nations Unies	4	Manifestations spéciales dans le cadre desquelles 10 activités ont été organisées en divers endroits

Composante 2 : composante militaire

Réalisation escomptée 2.1 : maintien de la séparation des forces et de l'intégrité et de la sécurité de la zone de sécurité temporaire et des zones adjacentes	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
2.1.1 Aucune violation grave de l'Accord de cessation des hostilités (0 en 2004/05, 0 en 2005/06, 0 en 2006/07)	Le déploiement de soldats érythréens dans certaines parties de la zone de sécurité temporaire en octobre 2006, suivi du positionnement de soldats éthiopiens à proximité ou le long de certaines parties de la frontière sud de la zone, a créé une situation dans laquelle les forces ne sont plus séparées dans certains secteurs.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présidence de 9 réunions de la Commission de la coordination militaire avec les deux parties	1	Réunion Les autres réunions n'ont pas pu avoir lieu en raison de problèmes de calendrier du côté de la partie éthiopienne et de la partie érythréenne.
Présidence de 36 réunions des comités de coordination militaire de secteur avec les parties	3	Réunions Les autres réunions n'ont pas pu avoir lieu, les parties n'ayant pas été disponibles.
52 560 jours-homme de patrouille motorisée d'observateurs militaires (4 observateurs militaires par patrouille x 2 patrouilles par jour x 18 bases d'opérations x 365 jours)	49 768	Jours-homme de patrouille motorisée d'observateurs militaires Le nombre de patrouilles a été revu à la baisse en raison des restrictions de circulation imposées au personnel de la MINUEE.
936 inspections inopinées dans la zone de sécurité temporaire (1 inspection par semaine x 18 bases d'opérations x 52 semaines)	60	Inspections inopinées Le nombre d'inspections a été revu à la baisse en raison des restrictions de circulation imposées au personnel de la MINUEE.
116 800 jours-homme de patrouille à pied (8 soldats par patrouille x 2 patrouilles par jour x 20 postes x 365 jours)	114 838	Jours-homme de patrouille à pied Le nombre de jours de patrouille a été revu à la baisse en raison des restrictions de circulation imposées au personnel de la MINUEE et de la diminution des effectifs des contingents.
67 160 jours-homme de garde de poste fixe d'observation (8 soldats par poste x 23 postes (20 postes dans la zone de sécurité temporaire et 3 postes dans les états-majors de secteur à l'extérieur de la zone de sécurité temporaire) x 365 jours)	49 768	Jours-homme de garde de poste fixe d'observation; le nombre de postes a été ramené à 22 (19 dans la zone de sécurité temporaire et 3 à l'extérieur) en raison de la réduction des effectifs des contingents.
840 heures de patrouille aérienne (4 patrouilles de deux heures par semaine x 3 secteurs x 35 semaines) (en partant du principe que les vols commenceront le 1 ^{er} novembre 2006)	0	Aucune patrouille aérienne n'a pu avoir lieu en raison du maintien de l'interdiction des vols d'hélicoptères imposée par l'Érythrée depuis octobre 2005.
Enquêtes sur 600 incidents mineurs (bétail de l'une ou l'autre partie pénétrant ou passant dans la zone de	373	Enquêtes

sécurité temporaire ou traversant la frontière accidentellement, enlèvement d'hommes ou vol de bétail par l'une ou l'autre partie, tirs en l'air ou explosions de mines ou de munitions non explosées)		Le nombre d'enquêtes est moins élevé que prévu en raison des restrictions de circulation imposées au personnel de la MINUEE.
--	--	--

Réalisation escomptée 2.2 : réduction du risque posé par les mines dans la zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes et facilitation du processus de délimitation

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
2.2.1 Réduction du nombre de victimes dans la population locale résultant d'accidents dus à des mines (40 en 2004/05, 30 en 2005/06, 20 en 2006/07)	21 victimes	
2.2.2 Réduction du nombre d'explosions de nouvelles mines antichars posées sur les routes dans la zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes (4 en 2004/05, 3 en 2005/06, 2 en 2006/07)	9 explosions de nouvelles mines antichars L'augmentation s'explique par les restrictions auxquelles se sont heurtées les opérations de déminage des routes dans la zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes pendant la période allant d'octobre 2006 à juin 2007.	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Déminage de 10 000 kilomètres de routes d'accès aux emplacements où pourraient être érigées 25 bornes frontière	9 404	Kilomètres de routes d'accès ont été déminés; les activités de déminage ont été très sporadiques dans le secteur ouest en raison de l'intensification de l'activité militaire des parties.
Neutralisation des mines et munitions non explosées sur 165 000 mètres carrés au voisinage des bornes pour faciliter la démarcation	0	La démarcation n'a pas commencé.
Repérage et destruction de 25 000 munitions non explosées en divers endroits (allant des munitions d'armes légères aux grosses bombes)	1 620	Munitions non explosées repérées et détruites Ces activités ont été sporadiques dans le secteur ouest en raison de l'intensification de l'activité militaire des parties.
Déminage d'une superficie de 30 millions de mètres carrés à l'occasion de déplacements de la force et d'activités de formation	39,85	Millions de mètres carrés ont été déminés et déclarés ouverts. 9,85 millions de mètres carrés supplémentaires ont été déclarés comme déminés parce que des levés au sol ont

		révéla l'absence de mines et de munitions non explosées.
Mise à jour de deux évaluations des risques posés par les mines et les munitions non explosées	3	Évaluations des risques. Une évaluation supplémentaire a été organisée en raison de la migration des mines.
Mise à jour de la base de données sur les mines et des cartes des zones de responsabilité	Oui	
Sensibilisation aux risques posés par les mines à l'intention de 25 000 civils	49 628	Civils formés Il a fallu former d'autres civils à la suite du retour de personnes déplacées dans la zone de sécurité temporaire.
Enquêtes sur 20 accidents dus à des mines	20	Enquêtes

Composante 3 : appui

Réalisation escomptée 3.1 : appui utile et efficace apporté à la Mission dans les domaines logistique et administratif et dans celui de la sécurité	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
3.1.1 Représentation accrue, au registre des fournisseurs, de fournisseurs provenant de pays en développement dont l'économie est en transition (en faire passer la proportion de 10 % en 2004/05 et 2005/06 à 20 % en 2006/07)	24 % des fournisseurs inscrits au registre (223 sur 921) provenaient de pays en développement et d'économies en transition
3.1.2 Réduction du nombre de jours nécessaires en moyenne pour présenter au Siège les rapports de vérification concernant l'état des effectifs et le matériel appartenant au contingent (ramener ce nombre à 35 en 2006/07, contre 45 en 2004/05 et 40 en 2005/06)	35 jours en moyenne
3.1.3 Conformité à 100 % aux normes minimales de sécurité opérationnelle et aux normes internationales en matière de sécurité incendie	On a atteint un taux de conformité de 70 % par rapport aux normes minimales de sécurité opérationnelle et aux normes internationales en matière de sécurité incendie; la Mission a également conçu un plan d'évacuation en cas d'incendie, assuré la formation à la lutte contre les incendies et à l'utilisation des extincteurs et procédé à des exercices d'incendie.

	Le taux de conformité a été moins élevé que prévu parce qu'on ne disposait pas des capacités nécessaires pour remettre en état du matériel de sécurité spécialisé.	
3.1.4 Augmentation du nombre de propriétaires fonciers délivrant un certificat de prise en charge qui dégage la MINUEE de toute responsabilité à l'égard des dégâts environnementaux (et des travaux liés à ces derniers) dans 100 % des sites quittés par la MINUEE (en faire passer la proportion de 62,5 % en 2004/05 et 2005/06 à 100 % en 2006/07)	Des certificats ont été délivrés pour tous les sites évacués.	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Amélioration des services Mise en œuvre d'un plan structuré garantissant la simplification en continu de la procédure d'agrément des fournisseurs et instauration de mesures supplémentaires pour sensibiliser les communautés d'affaires des pays en développement aux mécanismes d'approvisionnement de la MINUEE au moyen du portail de la Mission	Oui	24 %, en valeur, des biens et des services ont été acquis, auprès de pays en développement et d'économies en transition, soit une progression de 14 % par rapport à l'exercice 2005/06.
Simplification du processus de traitement des rapports de vérification sur l'état des effectifs et le matériel appartenant au contingent	Oui	Par le biais de rapports mensuels sur le fonctionnement du matériel appartenant au contingent et le kilométrage des véhicules, qui ont permis d'établir les rapports de vérification trimestriels soumis au Siège de l'ONU
Détermination et mise en œuvre de mesures de sécurité physique visant à accroître la protection de toutes les installations de la MINUEE; mise en œuvre d'opérations de sécurité incendie exigeant une évaluation professionnelle, notamment en ce qui concerne les classes d'extincteurs et leurs spécifications; choix des extincteurs les mieux adaptés à différents types d'opérations, ainsi que remplissage, scellage et	Oui	710 extincteurs à poudre (250 de 50 kg et 460 de 9 kg) installés et régulièrement inspectés, remplis ou remplacés

certification après les inspections et l'entretien de routine		
Mise en œuvre de mesures de protection environnementale dans tous les lieux quittés par la Mission, notamment la collecte et l'élimination, dans le respect de l'environnement, des déchets (dangereux ou non) produits dans tous les sites de la Mission, et remise en état de ces sites	Oui	Tous les sites et les locaux évacués ont été débarrassés des installations et des débris, de manière à répondre à des normes de sécurité environnementale acceptables.
Militaires et personnel de police		
Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 2 162 soldats et de 230 observateurs militaires	2 427 216	Membres du contingent relevés ou rapatriés, dont 60 officiers Chiffre supérieur aux prévisions en raison du rapatriement imprévu de troupes dû à une réduction des effectifs du contingent Observateurs militaires relevés
Fourniture de rations et d'eau à 2 162 soldats en moyenne dans 7 emplacements	5 1 925	Emplacements Effectif moyen
2 inspections de vérification de matériel appartenant à des contingents en vue de leur rapatriement; examen de 7 mémorandums d'accord	2 7	Inspections de vérification pour deux contingents rapatriés Mémorandums d'accord examinés
Administration de 210 fonctionnaires recrutés sur le plan international, de 250 agents recrutés sur le plan national et de 68 Volontaires des Nations Unies	146 200 59	Fonctionnaires recrutés sur le plan international (moyenne) Agents recrutés sur le plan national (moyenne) Volontaires des Nations Unies (moyenne) Chiffres inférieurs aux prévisions en raison d'une réduction des effectifs de la Mission, d'un fort taux de roulement du personnel, de la difficulté à attirer des candidats et des restrictions imposées à la Mission en ce qui concerne les ressortissants de certains pays

Installations et infrastructure		
Entretien de 38 bâtiments ou terrains loués et de 25 parcelles fournies à titre gracieux dans 35 emplacements répartis sur l'ensemble de la zone de la Mission	38	Bâtiments loués
	25	Parcelles fournies à titre gracieux
	35	Emplacements
Exploitation et entretien de 2 usines d'épuration et de mise en bouteille de l'eau	2	Usines d'épuration et de mise en bouteille de l'eau exploitées et entretenues pour une moyenne de 1 925 membres du contingent
Entretien de 11 puits appartenant à l'ONU, répartis dans l'ensemble de la zone de la Mission	11	Puits
Exploitation et entretien de 211 groupes électrogènes	188	Groupes électrogènes Chiffre inférieur aux prévisions en raison de la réduction des effectifs militaires
Exploitation et entretien de 1 960 climatiseurs	1 600	Climatiseurs Chiffre inférieur aux prévisions en raison de la réduction des effectifs militaires
Entretien de 70 kilomètres de routes empruntées par les camions d'approvisionnement, dont réparation de 22 kilomètres	70	Kilomètres de routes entretenues
	22	Kilomètres de routes remises en état
Exploitation et entretien de 18 aires d'atterrissage pour hélicoptères	5	Aires d'atterrissage pour hélicoptères entretenues Chiffre inférieur aux prévisions en raison de l'interdiction des vols d'hélicoptères du côté érythréen
Transports terrestres		
Exploitation et entretien de 486 véhicules, dont 53 véhicules de reconnaissance blindés et leur équipement, dans 7 emplacements	486	Véhicules, dont des véhicules de reconnaissance, et leur équipement
	7	Emplacements
Exploitation et entretien de 7 ateliers de transport et exploitation de 2 ateliers mobiles	7	Ateliers de transport
	2	Ateliers mobiles
Transports aériens		
Exploitation et entretien de 2 avions, de 5 hélicoptères MI-8 et de 2 hélicoptères B212	2	Avions
	1	Hélicoptère MI-8
	2	Hélicoptères B212

		Le nombre d'hélicoptères MI-8 a diminué à la suite de l'interdiction des vols d'hélicoptères de la MINUEE du côté érythréen
Transmissions		
Prestation de services d'appui et d'entretien pour un réseau à satellites composés de 30 stations terriennes centrales permettant d'assurer des services de communication par téléphone et par télécopie, la transmission de données et des services de visioconférence	33	Microterminaux (VSAT)
Prestation de services d'appui et d'entretien pour une infrastructure téléphonique composée de 18 centraux à autocommutateur privé (PABX) et de 64 liaisons téléphoniques rurales et hertziennes	22 34 30	Centraux PABX Liaisons hertziennes Liaisons rurales Les centraux PABX supplémentaires ont été nécessaires pour assurer la connexion de 4 sites par émetteur-récepteur terrestre (VSAT)
	1 034	En outre :
	102	Postes téléphoniques
	100	Téléphones satellite Téléphones cellulaires
Prestation de services d'appui et d'entretien pour 40 répéteurs VHF assurant le fonctionnement d'un réseau VHF composé de 705 postes de radio portatifs, 524 radios mobiles et 61 stations fixes	42 610 518 57	Répéteurs VHF Postes de radio portatifs VHF Radios mobiles et fixes VHF Stations fixes VHF
Informatique		
Prestation de services d'appui et d'entretien pour 570 ordinateurs de bureau, 192 ordinateurs portables, 266 imprimantes, 5 traceurs et 79 serveurs dans 25 lieux	760 163 392 82 5	Ordinateurs de bureau Ordinateurs portables Imprimantes Serveurs
		Traceurs Le nombre d'ordinateurs de bureau et d'imprimantes comprend des ordinateurs obsolètes sur le point d'être réformés

		Le nombre de serveurs comprend 3 serveurs devant être réformés après le 30 juin 2007 La diminution du nombre d'ordinateurs portables s'explique par le fait que certains ordinateurs défectueux et irréparables ont été réformés
Services d'appui et entretien pour le réseau sans fil	Oui	
Services médicaux Exploitation et entretien de 5 dispensaires civils de niveau I et d'un hôpital militaire de niveau II pour le personnel de la Mission et gestion de dispositifs d'évacuation par voie aérienne ou terrestre vers tous les lieux d'affectation de l'ONU, y compris l'approbation d'évacuations sanitaires à l'extérieur de la zone de la Mission	1 5 1	Dispensaire civil de niveau I à Asmara Dispensaires militaires de niveau I 2 313 patients traités en ambulatoire 1 787 patients traités en ambulatoire ou hospitalisés à l'hôpital militaire de niveau II
Distribution de matériel d'information sur les pratiques sexuelles sans risques à tout le personnel militaire et gestion de bibliothèques électroniques consacrées au VIH/sida dans des locaux partagés avec 9 interlocuteurs désignés	Oui 7	Matériel d'information sur les pratiques sexuelles sans risques distribués par les 7 interlocuteurs désignés; le nombre d'interlocuteurs désignés a diminué en raison des compressions d'effectif et des problèmes logistiques posés par l'interdiction des vols d'hélicoptères Bibliothèques dans des locaux partagés avec les interlocuteurs désignés
Sensibilisation au VIH/sida pour tout le personnel nouvellement recruté et formation à la prévention du VIH/sida de 100 instructeurs recrutés parmi le personnel, permettant d'atteindre 98 % des membres des contingents	40	Instructeurs recrutés parmi le personnel 292 membres du personnel nouvellement recrutés ont été sensibilisés; le nombre d'instructeurs est inférieur aux prévisions en raison du nombre insuffisant de formateurs suite à la compression des effectifs de la Mission
Fournitures et services divers Production de 5 500 cartes	4 954	Cartes produites
Sécurité Services de sécurité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 dans 5 installations et 6 locaux	11	Lieux (7 en Érythrée et 3 en Éthiopie), la sécurité ayant été assurée par un contingent militaire dans le secteur d'Assab (Érythrée)

Enquêtes sur les incidents et accidents mettant en cause du personnel ou des biens de la Mission	329	Accidents de la circulation ayant fait l'objet d'une enquête contre 326 en 2005/06
	5	Incidents mettant en cause des biens de la Mission signalés et ayant fait l'objet d'une enquête (cambriolages, vols à la tire visant des membres du personnel des Nations Unies, perte d'objets personnels laissés dans des véhicules des Nations Unies non sécurisés), contre 8 en 2005/06
	16	Incidents donnant lieu à la mise en détention de personnel recruté sur le plan national contre 76 en 2005/06
Personnel civil et militaire		
Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline à l'intention de tout le personnel militaire et civil comprenant formation, prévention, contrôle et recommandations en matière de mesures disciplinaires	Oui	Tenue de 10 stages de formation interactifs à l'intention de toutes les catégories de personnel dans leur lieu d'affectation comportant trois volets : prévention de l'exploitation et des abus sexuels, questions se rapportant au code de conduite et prévention du harcèlement sexuel Un cas d'exploitation sexuelle a été signalé au cours de la période considérée
Suivi de la situation des enfants dans des conflits armés et établissements de rapports à ce sujet à l'intention du Conseil de sécurité et des États Membres conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité	Oui	Mise en place d'un mécanisme d'information en collaboration avec l'UNICEF et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité

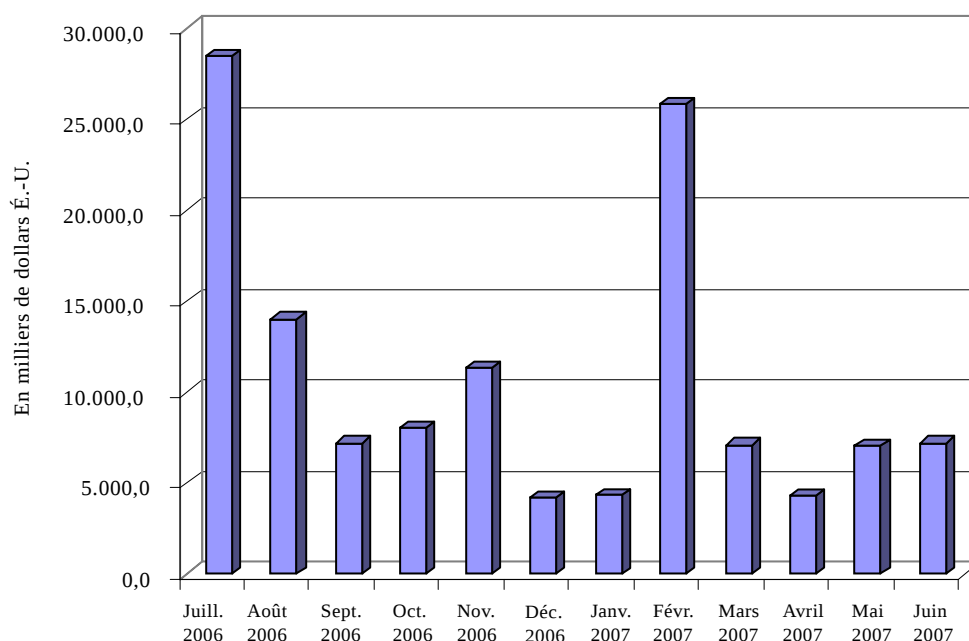
III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin 2007.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	7 755,1	7 649,6	105,2	1,4
Contingents	55 347,2	54 740,3	606,9	1,1
Police des Nations Unies	—	—	—	—
Unités de police constituées	—	—	—	—
Total partiel	63 102,3	62 390,2	712,1	1,1
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	21 996,8	20 135,6	1 861,2	8,5
Personnel recruté sur le plan national	1 245,8	1 187,5	58,3	4,7
Volontaires des Nations Unies	2 365,6	2 237,8	127,8	5,4
Total partiel	25 608,2	23 560,9	2 047,3	8,0
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	739,1	30,6	708,5	95,9
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	—	5,0	(5,0)	—
Voyages	666,8	568,2	98,6	14,8
Installations et infrastructures	14 044,9	11 842,4	2 202,5	15,7
Transports terrestres	5 388,2	4 804,8	583,4	10,8
Transports aériens	8 897,3	7 707,2	1 190,1	13,4
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—
Transmissions	4 885,4	4 097,7	787,7	16,1
Informatique	1 021,6	889,0	132,6	13,0
Services médicaux	1 590,3	1 441,3	149,0	9,4
Matériel spécial	992,5	823,6	168,9	17,0
Fournitures, services et matériel divers	10 448,5	8 457,5	1 991,0	19,1
Projets à effet rapide	—	—	—	—
Total partiel	48 674,6	40 667,3	8 007,3	16,5
Total brut	137 385,1	126 618,4	10 766,7	7,8
Recettes provenant des contributions du personnel	2 751,0	2 718,1	32,9	1,2
Total net	134 634,1	123 900,3	10 733,8	8,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	137 385,1	126 618,4	10 766,7	7,8

B. Évolution des dépenses mensuelles



9. Le dépassement, en juillet 2006 et en février 2007, s'explique par l'inscription des engagements liés au remboursement, aux gouvernements fournissant des contingents, des dépenses afférentes aux membres des contingents ainsi que de celles ayant trait au matériel majeur, au soutien logistique autonome et à la fourniture de rations aux membres des contingents.

C. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	2 466,0
Recettes diverses ou accessoires	295,0
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	(7,0)
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	4 471,7
Total	7 245,7

D. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Observateurs militaires	11 084,6
Unités de police constituées	—
Total partiel	11 084,6
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	3 458,8
Transmissions	1 899,2
Services médicaux	1 164,9
Matériel spécial	823,6
Total partiel	7 346,5
Total	18 431,1

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,0	1 ^{er} juillet 2004	1 ^{er} juillet 2004
Usage opérationnel intensif	4,0	1 ^{er} juillet 2004	1 ^{er} juillet 2004
Actes d'hostilité ou abandon forcé	2,0	1 ^{er} juillet 2004	1 ^{er} juillet 2004
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0,25-3,50		

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>
Observateurs militaires	105 200 dollars 1,4 %

10. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le coût effectif moyen du voyage aller retour par avion est inférieur à celui prévu au budget (4 786 dollars contre 5 200 dollars).

¹ L'analyse est présentée pour les écarts de plus ou moins 5 % et 100 000 dollars des États-Unis.

	<i>Écart</i>	
Contingents	606 900 dollars	1,1 %

11. Le solde inutilisé résulte principalement de la diminution des dépenses effectivement engagées pour rembourser aux pays fournisseurs de contingents le matériel majeur, après la réduction supplémentaire des effectifs des contingents en application de la résolution 1741 (2007) du Conseil de sécurité, compensée par l'imputation par inadvertance des dépenses afférentes à l'achat de conteneurs à la rubrique des dépenses au titre des contingents (voir également le paragraphe 17 ci-après).

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	1 861 200 dollars	8,5 %

12. Le solde inutilisé à cette rubrique s'explique principalement par la baisse effective des ressources nécessaires au titre des traitements et des indemnités de subsistance du personnel de mission, le taux effectif de vacance de postes étant supérieur à celui prévu au budget (29 % contre 20 %) en raison du taux élevé de rotation du personnel, de la difficulté d'attirer d'éventuels candidats et des restrictions imposées à la Mission concernant certaines nationalités.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	127 800 dollars	5,4 %

13. Le solde inutilisé s'explique par le fait que le taux de vacance de postes effectif (13,8 %) est supérieur à celui qui était prévu au budget (7,0 %).

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	708 500 dollars	95,9 %

14. Le solde inutilisé à cette rubrique résulte de la difficulté à trouver un personnel qualifié pour l'Équipe Déontologie et discipline de la Mission, qui, en juin 2007, n'avait toujours pas de chef.

	<i>Écart</i>	
Consultants	(5 000 dollars)	–

15. Les dépenses inscrites à cette rubrique représentent la part, imputée à la Mission, du coût des services de consultants extérieurs recrutés par le Siège de l'Organisation des Nations Unies pour établir un nouveau contrat pour la fourniture de vivres.

	<i>Écart</i>	
Voyages	98 600 dollars	14,8 %

16. Le solde inutilisé à cette rubrique s'explique principalement par l'annulation des voyages prévus par le personnel des services organiques de la Mission, étant

donné qu'il y a eu moins de réunions de la Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie et de la Commission militaire de coordination.

	<i>Écart</i>	
Installation et infrastructure	2 202 500 dollars	15,7 %

17. Le solde inutilisé à cette rubrique résulte principalement de la réduction des effectifs de la Mission et de la diminution effective des dépenses au titre des services d'entretien, des services de sécurité, des services de construction, des pièces détachées et des fournitures, et du carburant et au titre du remboursement aux pays fournisseurs de contingents des dépenses de soutien logistique autonome. En outre, les dépenses au titre de l'achat de conteneurs ont été imputées par inadvertance aux dépenses des contingents sous la rubrique budgétaire relative au fret du matériel appartenant aux contingents.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	583 400 dollars	10,8 %

18. Le solde inutilisé s'explique par la non-acquisition de 17 véhicules et par la baisse effective des besoins en pièces détachées, en carburants et en lubrifiants suite à la réduction des effectifs de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	1 190 100 dollars	13,4 %

19. Le solde inutilisé résulte principalement du fait que les dépenses effectives au titre des carburants, de la location et du fonctionnement des avions et des hélicoptères sont inférieures à ce qui était prévu au budget suite au fait que le nombre effectif d'heures de vol a été inférieur de 571 heures à ce qui était prévu au budget. Sur les 1 680 heures de vol budgétisées pour les avions, 1 522 seulement ont été effectuées suite à l'imposition de restrictions à la liberté de déplacement du personnel de la mission et à la diminution des dépenses effectives au titre des vols d'évacuation primaire ou secondaire. Au total, 1 027 heures de vol ont été effectuées par les hélicoptères contre 1 440 heures budgétisées suite à la baisse des besoins effectifs au titre de l'appui aux observateurs militaires des Nations Unies et aux postes militaires.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	787 700 dollars	16,1 %

20. Le solde inutilisé résulte principalement de la diminution des dépenses effectivement engagées au titre des services d'appui aux transmissions, pour rembourser aux pays fournisseurs de contingents les dépenses de soutien logistique autonome et de services d'information. Le solde inutilisé au titre des services d'appui aux transmissions résulte de la réduction des dépenses de personnel contractuel international en raison de la réduction des effectifs de la Mission. La diminution effective des dépenses au titre des services d'information est imputable à la réduction de ces activités du fait de la pénurie de personnel.

	<i>Écart</i>	
Informatique	132 600 dollars	13,0 %

21. Le solde inutilisé s'explique surtout par la diminution des dépenses de personnel contractuel international du fait de la réduction des effectifs de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Service médicaux	149 000 dollars	9,4 %

22. Le solde inutilisé résulte principalement de la diminution des ressources nécessaires au remboursement aux pays fournisseurs de contingents des dépenses engagées dans le cadre du soutien logistique autonome, en conséquence de la réduction des effectifs militaires.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	168 900 dollars	17,0 %

23. Le solde inutilisé s'explique par la diminution des ressources nécessaires au remboursement aux pays fournisseurs de contingents des dépenses engagées dans le cadre du soutien logistique autonome, en conséquence de la réduction des effectifs militaires, ainsi que par l'annulation des achats prévus de matériel de détection des mines et de déminage, les activités de déminage ayant été réduites suite aux restrictions imposées aux déplacements du personnel de la mission.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériels divers	1 991 000 dollars	19,1 %

24. Le solde inutilisé à cette rubrique s'explique principalement par la diminution des ressources nécessaires au titre des services de détection des mines et de déminage ainsi que du transport du matériel de l'ONU vers la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie). Les restrictions imposées aux déplacements du personnel de la mission ont obligé à réduire le champ d'action des projets de détection des mines et de déminage. Le rapatriement à Brindisi du matériel excédentaire de la MINUEE, suite à la réduction des effectifs de la mission, n'a pas été effectué comme il était prévu avant la fin de la période considérée.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

25. En ce qui concerne le financement de la MINUEE, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice clos le 30 juin 2007, soit 10 766 700 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation du montant correspondant aux autres recettes relatives à l'exercice clos le 30 juin 2007, qui s'élève à 7 245 700 dollars et comprend les intérêts créditeurs (2 466 000 dollars), les recettes diverses ou accessoires (295 000 dollars) et le montant correspondant à la réduction ou à l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (4 491 700 dollars), déduction faite des ajustements sur les exercices antérieurs (7 000 dollars).
